

Communiqué de presse

ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS 2026

L'UNICEF appelle à investir d'urgence en faveur de services vitaux pour les enfants alors que les besoins humanitaires mondiaux atteignent des niveaux inédits

UNICEF Luxembourg a.s.b.l.
R.C.S.: F553

6, rue Adolphe Fischer
L-1520 Luxembourg

T 448715
E contact@unicef.lu

www.unicef.lu

Contact presse

Paul Heber
Chief Communication

M 691198105
E pheber@unicef.lu

UNICEF - pour chaque enfant

L'UNICEF est actif dans plus de 190 pays et territoires pour sauver des vies d'enfants, défendre leurs droits et leur offrir un avenir meilleur. Et nous n'abandonnons jamais.

UNICEF Luxembourg, entièrement financé par des contributions volontaires, soutient ces actions à l'international et s'engage au niveau national pour faire avancer les droits de l'enfant, notamment en matière de pauvreté, de santé mentale et d'accès à la justice.

unicef.lu

Ressources média

[Le rapport >](#)

[Matériel visuel >](#)

NEW YORK, le 10 décembre 2025 – En raison de la forte augmentation du nombre de conflits, de l'aggravation de la faim, des coupes budgétaires partout dans le monde et de l'effondrement des services de base, les besoins humanitaires pour les enfants atteignent des niveaux sans précédent à l'échelle mondiale. Alors que l'UNICEF lance aujourd'hui son appel à l'Action humanitaire pour les enfants 2026, 7,66 milliards de dollars des États-Unis sont nécessaires de toute urgence pour pouvoir fournir l'année prochaine une aide vitale à 73 millions d'enfants – dont 37 millions de filles et plus de 9 millions d'enfants handicapés – dans 133 pays et territoires.

Dans toutes les régions, les enfants en situation d'urgence sont confrontés à des crises multiples, dont l'ampleur et la complexité ne cessent d'augmenter.

L'intensification des conflits favorise les déplacements de masse et expose les enfants à de graves violations de leurs droits, lesquelles atteignent des proportions inédites. Les attaques ciblant les écoles et les hôpitaux perdurent, tandis que le nombre de cas attestés de viol et de violence sexuelle contre des enfants est en forte augmentation. De surcroît, dans nombre de situations de crise, les enfants et les travailleurs humanitaires qui tentent de leur venir en aide sont délibérément pris pour cible.

« Partout dans le monde, les enfants qui vivent une situation de conflit, de catastrophe, de déplacement ou de crise économique restent confrontés à d'immenses difficultés », a déclaré Catherine Russel, Directrice générale de l'UNICEF. « Leurs vies sont façonnées par des forces échappant totalement à leur contrôle : la violence, le risque de famine, l'intensification des chocs climatiques et l'effondrement généralisé des services essentiels. »

Pour ne rien simplifier, le contexte mondial du financement de l'aide humanitaire s'est considérablement détérioré en 2025, et les coupes budgétaires annoncées par les gouvernements donateurs ou attendues de la part de ces derniers limitent d'ores et déjà la capacité de l'UNICEF à atteindre des millions d'enfants dans le besoin. Les graves pénuries de financements enregistrées en 2024 et 2025 obligent en effet l'organisation à faire des choix impossibles. Ainsi, dans le seul domaine de la nutrition, un déficit de 72 % en 2025 a contraint l'UNICEF à réduire ses interventions dans 20 pays prioritaires, faisant passer le nombre prévu d'enfants et de femmes ciblés de 42 millions à 27 millions. Dans le domaine de l'éducation, le manque de fonds s'élève à 745 millions de dollars des États-Unis. Des millions d'enfants supplémentaires risquent ainsi de ne plus avoir accès à l'apprentissage, à la protection et à la stabilité dont ils ont besoin. S'agissant de la protection des enfants, l'augmentation des violations coïncide avec une réduction des ressources qui menace les programmes destinés aux survivants de violences sexuelles, aux enfants recrutés ou utilisés par des groupes armés et à ceux qui ont besoin de toute urgence d'un soutien à la santé mentale et d'une aide psychosociale.

« En raison de graves déficits de financement, les programmes vitaux de l'UNICEF sont mis à très rude épreuve », a déclaré Catherine Russell. « Dans l'ensemble de nos opérations, les équipes sur le terrain sont contraintes de prendre des décisions impossibles : affecter les services et les fournitures disponibles en quantités limitées aux enfants de certains endroits plutôt que d'autres, fournir des services moins fréquemment ou encore réduire l'ampleur de certaines interventions dont les enfants dépendent pour leur survie. »

Parallèlement, les restrictions d'accès à l'aide humanitaire atteignent des proportions inégalées ces dernières années. Il est fréquent que l'UNICEF et ses partenaires ne puissent pas atteindre les enfants piégés derrière des lignes de front mouvantes. La diplomatie humanitaire sur le long terme est donc essentielle pour garantir l'accès à ces zones et protéger les enfants de violations de plus en plus importantes.

L'UNICEF estime que plus de 200 millions d'enfants auront besoin d'une aide humanitaire en 2026. Beaucoup sont confrontés à des crises prolongées. Ainsi, des générations entières risquent la dénutrition, sont privées d'éducation, de sécurité et de stabilité, et sont exposées à des épidémies.

Malgré ces difficultés, l'UNICEF adapte son action humanitaire pour pouvoir agir efficacement dans un contexte en pleine mutation tout en restant fermement attaché aux droits des enfants et aux Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire, autant d'éléments qui guident ses interventions. Ces engagements sont notamment les suivants :

- Accorder la priorité aux interventions vitales à fort impact ;
- Renforcer les partenariats avec les gouvernements et les acteurs locaux ;
- Investir en faveur de la préparation, de l'analyse des risques et des mesures d'anticipation ;
- Renforcer la résilience des systèmes nationaux et la diplomatie humanitaire.

« La crise des financements mondiaux ne traduit pas une diminution des besoins humanitaires, mais révèle plutôt le déséquilibre croissant entre l'ampleur des souffrances et les ressources disponibles », a indiqué Catherine Russel. « Si l'UNICEF s'efforce de s'adapter à cette réalité nouvelle, les enfants subissent déjà les conséquences de cette réduction des budgets de l'aide humanitaire. »

L'UNICEF exhorte les gouvernements nationaux, les donateurs du secteur public et les partenaires du secteur privé à augmenter leurs investissements en faveur des enfants en privilégiant les financements souples et pluriannuels, à soutenir les interventions pilotées à l'échelon local et les systèmes nationaux, à respecter les principes humanitaires et le caractère central de la protection, et à lever les obstacles entravant l'accès à l'aide humanitaire.

*****FIN*****